

A Brest, Danielle Mitterrand demande l'accès à l'eau pour tous « L'eau n'est pas une marchandise »

Danielle Mitterrand était à Brest, hier, pour défendre la cause de l'eau. Un problème tant local que national, selon l'association France libertés qu'elle dirige. L'ex-première dame de France prône la gratuité de l'eau et veut interpeller les élus sur la gestion de cette ressource.

Pendant deux heures et demie, Danielle Mitterrand, Jean-Luc Touly (président de l'Association pour le contrat mondial de l'eau, l'Acme) et des associations écologistes brestoises, se sont employés à montrer les enjeux de l'eau aux échelles locale et internationale.

« En 1992, au sommet de Rio, les chefs d'État ont annoncé qu'en 2000 il y aurait de l'eau partout dans le monde. Aujourd'hui, 1,5 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau et 34 000 en meurent chaque jour », déplorait Danielle Mitterrand, jeudi dernier, lors d'une conférence-débat sur le droit de l'eau, à Brest. Un problème de volonté politique aggravé par la main mise de multinationales sur un marché juteux et stratégique. C'est précisément cette marchandisation de l'eau que dénonce Danielle Mitterrand qui vient de lancer le mouvement des « porteurs d'eau », pour le droit à l'eau, ainsi que le « guide du citoyen élu » pour rétablir la gestion de l'eau en régie directe.

Souvent cité en exemple, le mode de gestion de l'eau français



Danielle Mitterrand était à Brest, jeudi dernier, pour réclamer, entre autres, les 40 litres d'eau potable gratuits, par jour, et par personne, recommandés par l'Organisation mondiale de la santé.

associant public et privé était également pointé du doigt, hier, par Jean-Luc Touly. Pollution d'origine agricole mal maîtrisée - qui fait de la France, ce n'est pas une nouveauté, le mauvais élève de l'Europe - et les prix pratiqués par les compagnies de l'eau, jugés exorbitants, ont été mis à l'index. Reprenant la récente étude de l'UFC - Que Choisir? qui dénonçait une « **surfacturation scandaleuse dans les grandes villes** », J.-Luc Touly, président de l'Acme, a dénoncé des pratiques qualifiées de « **mafieuses** ». Tous se sont entendus pour demander plus de transparence dans le mode de gestion de l'eau et son amélioration. Ce qui passerait d'abord par un retour au service public.